



Les puisards mal couverts constituent de véritables gîtes larvaires. On les place de préférence en-dehors de la cour, dans l'espace limitrophe.

Shadyc



J. Bouju

Une anthropologie politique de la fange : conceptions culturelles, pratiques sociales et enjeux institutionnels de la propreté urbaine

Contexte et enjeux

Cette recherche a été menée dans les deux plus grandes villes du Burkina Faso, Ouagadougou (950 000 habitants) et Bobo-Dioulasso (550 000 habitants). Certains terrains ont été étudiés avec plus de précisions : Tanghin, un « vieux » quartier de Ouagadougou, la ville de Bobo-Dioulasso et notamment les « villages » bobo progressivement intégrés à l'espace urbain, le quartier de Nieneta et celui de Sarfalao au secteur 17 et enfin les deux grands hôpitaux du pays (un dans chaque ville).

Objectifs

Selon l'hypothèse initiale, les pratiques en matière d'assainissement s'expliqueraient surtout par les référents culturels. Mais la préenquête a révélé que c'était davantage l'appropriation sociale de l'espace habité, le rapport à l'espace public et les relations de proximité qui structuraient les pratiques en matière d'assainissement domestique et de propreté urbaine. L'action a donc été réorganisée autour de trois aspects clés :

- l'articulation entre espaces public et privé ;
- la logique des acteurs stratégiques de l'assainissement ;
- le rapport entre les citoyens et l'autorité municipale.

Description de l'action

Les travaux ont été réalisés par une équipe franco-burkinabé de chercheurs. La méthodologie utilisée a été l'En-

quête Anthropologique Rapide (EAR). Des observations de terrain, des réunions de groupes focaux et une solide étude bibliographique ont été menées en parallèle aux entretiens individuels.

Quelques résultats

Les trajectoires des déchets domestiques

Ici comme ailleurs, la saleté manifeste un désordre symbolique. Le travail de propreté consiste donc à remettre (soi-même, ses choses ou son espace) en ordre. Cette recherche a permis d'éclairer les processus, procédures et trajectoires de déchéance des objets qui structurent la frontière entre les espaces de vie privés et publics.

La saleté de l'espace public urbain

La croyance populaire considère que l'on peut faire disparaître les eaux usées et les excréta en les diluant et en les dispersant dans l'eau courante.

Quand il n'y en a pas, on essaye de les disperser en les jetant à la rue tout en espérant que les roues des véhicules et les semelles des gens emporteront petit à petit les traces de la fange au loin. La saleté systématique de l'espace public urbain et l'indifférence des riverains face à la proximité de l'ordure et de la fange témoignent d'un repli du citoyen sur "sa" cour d'habitation qui, elle, est soigneusement tenue propre.

Ces coupures symboliques constituent deux enseignements forts de cette recherche.

Deux conceptions de la « propreté » urbaine

Deux civilisations du "propre" s'affrontent actuellement au Burkina Faso. L'une, émergente, portée par les élites, où le « sale » n'a plus sa place, et l'autre, finissante, celle de la majorité des pauvres, dans laquelle le sale se confond avec la souillure à connotation morale ou religieuse et n'a aucun rapport avec l'hygiène et encore moins avec l'esthétique. Cette confrontation, résultat inévitable de la contingence historique, est source d'une formidable tension urbaine qui s'exprime d'une part, dans le traitement populaire de l'espace public et d'autre part, dans cette incessante volonté de mise en ordre de l'espace urbain toujours affirmée, mais jamais réalisée, par les autorités municipales.

Code de l'honneur contre code civil

La stratégie de "défiance par la souillure" de l'espace public urbain, adoptée par la population urbaine des déshérités contre l'autorité municipale, s'explique en grande partie par la conception populaire du « droit », où il apparaît que l'espace social est plutôt régulé par un code partagé de l'honneur et de la honte que par la loi et les règlements urbains. De fait, à Ouagadougou comme à Bobo-Dioulasso, le citoyen craint plus la vengeance de ses voisins que la sanction du tribunal.

Quid de l'espace public ?

La conception qui prévaut localement est que l'espace public urbain n'appartient à personne. Il est donc, selon la coutume, en libre accès ; c'est-à-dire appropriable privativement par toute personne capable de s'en saisir pour en faire un usage privé et de faire respecter son droit de premier occupant-utilisateur auprès de tout nouveau venu ! Cette logique permet de comprendre les tentatives d'utilisation, constamment renouvelées, de l'espace limitrophe des habitations ou de portions plus conséquentes de l'espace public urbain par les proliférations de l'économie informelle, les cultures urbaines, etc.

Aux origines de l'incivisme urbain

L'indifférence à la pollution de l'espace limitrophe des habitations a pu être interprétée comme un affaiblissement du lien social et, plus généralement, de la dégradation du rapport entre les hommes et leur cité.. Cette dynamique est au fondement d'un « incivisme » urbain qui se manifeste, entre autres, par cette incivilité majeure qu'est la souillure volontaire de l'espace public urbain qui n'est rien

d'autre qu'une réaction à la domination sociale ressentie par ceux qui participent selon leurs maigres moyens à l'effort collectif, mais qui, du fait de leur pauvreté, se voient rejetés hors de la ville des riches, abandonnés par les pouvoirs publics dans la saleté des quartiers périphériques définitivement sous-équipés en infrastructures.

L'autorité communale en panne d'image et de moyens

Pour les plus virulents parmi les « muets » de l'arène politique locale (les analphabètes pauvres des quartiers périphériques), l'enjeu est de subvertir la réglementation municipale de l'hygiène et de la propreté dont les milieux populaires ont conservé le souvenir qu'à l'époque coloniale les mesures d'hygiène publiques étaient le symbole



F. Ouattara

L'espace de vaisselle, avec quelques récipients dispersés.

de la toute-puissance politique du pouvoir des "blancs" dans la ville. Aujourd'hui, cette "révolte des gueux" montre que le maire est impuissant à faire régner "son" ordre (l'ordre hygiénique de la civilisation moderne du propre) sur « son territoire » municipal. De leur côté, les autorités communales sont doublement impuissantes; d'une part, elles manquent cruellement de moyens pour agir efficacement et d'autre part, quand elles en ont, elles sont neutralisées par les dettes clientélistes contractées pendant les élections municipales. Paralysées sur presque tous les plans, elles n'arrivent pas à imposer leur autorité tant aux services déconcentrés de l'État, qu'à la population.

Impacts et perspectives

Cette étude peut avoir un impact immédiat sur la communication en matière d'assainissement domestique urbain. Ses conclusions fournissent une base permettant de repenser entièrement le contenu et la forme des campagnes de sensibilisation pour l'assainissement domestique et la propreté de la ville.

Quels enseignements tirer ?

Cette recherche est riche d'enseignements pratiques en vue de la mise en œuvre des Plans stratégiques d'assainissement des deux villes étudiées, qui devraient impérativement intégrer cette dimension politique de la saleté urbaine.

Cette recherche autour des problèmes posés par l'assainissement domestique urbain a permis d'éclairer la nature du rapport que le citoyen entretient avec sa cité ; rapport aujourd'hui fait principalement de méfiance, de défiance et de mépris réciproques qui se manifestent par un manquement systématique aux attentes de l'Autre. Ce rapport, qui est essentiellement politique, est donc à réinventer entièrement.

Thèmes de recherche : Gestion domestique de l'assainissement : pratiques, attitudes, comportements, représentations – Rationalité des acteurs et régulation du service d'assainissement

Budget : 43 000 euros

Mots clés : fange, saleté, liens sociaux de proximité, conceptions culturelles de la saleté, civilité, clientélisme municipal, espace public urbain, citoyenneté urbaine

Partenaire associé : Jean-Bernard Ouedraogo, GRIL Université de Ouagadougou

CONTACT

Jacky Bouju, Fatoumata Ouattara
Institut d'Études Africaines - UMR 6124 MMSH
5, rue Château de l'Horloge, F 13094 Aix-en-Provence
T. 33 (0)4 42 52 40 68 – F. 33 (0)4 42 52 43 61
Email: bouju@mms.h.univ-aix.fr